



- A R R E T E N° T-23G002 -

**RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA ROUTE DÉPARTEMENTALE À GRANDE CIRCULATION N° 932
ET LES ROUTES DÉPARTEMENTALES N° 50 – N° 234 – N° 731 – N° 232**

Le Président du Conseil départemental de l'Orne,

VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

VU le Code de la Route,

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU l'avis favorable de M. le Directeur Départemental des Territoires, par délégation de M. le Préfet, en date du 20 janvier 2023,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et **pour permettre l'enfouissement de la fibre optique sur le réseau de télécommunication, comprenant la pose de chambre et la réfection**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la **RDGC 932** ainsi que les **RD 50, RD 234, RD 731 et RD 232**, hors agglomération,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - La circulation générale sera réglementée dans les deux sens sur la **RDGC 932** ainsi que sur les **RD 50, RD 234, RD 731 et RD 232**, de façon non concomitante sur les communes du **MERLERAULT, LES AUTHIEUX-DU-PUITS, CHAMP-HAUT, LIGNIÈRES et COULMER**, du **23/01/2023** au **17/03/2023** (de 8h à 18h, en dehors des Week-ends et jours fériés), aux points de repère suivants :

- **RDGC 932** du PR 33+398 au PR 35+731
- **RD 50** du PR 13+190 au PR 16+940
- **RD 234** du PR 03+050 au PR 03+963
- **RD 731** du PR 00+000 au PR 02+327
- **RD 232** du PR 04+417 au PR 08+610

En fonction des travaux, elle s'effectuera alternativement par voie unique et sera réglée **par feux tricolores, par sections d'une longueur maximale de 300 mètres (en cas de croisement avec des voies adjacentes, le dispositif devant être adapté afin de les prendre en compte)**. La vitesse sera limitée à 50 km/h, il sera interdit de dépasser et de stationner dans les deux sens. En fonction de l'avancement des travaux et en dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens, dépose de la signalisation de chantier et balisage éventuel des dangers à indiquer aux usagers.

ARTICLE 2 - Les prescriptions de l'article 1^{er} seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place de cette signalisation de police sera assurée par l'entreprise **ACTIUM-TP**, après accord des services locaux du Conseil départemental (agence des infrastructures départementales des Pays d'Auge et d'Ouche).

ARTICLE 3 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 5 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télécours citoyens accessible à partir du site www.telercours.fr ».

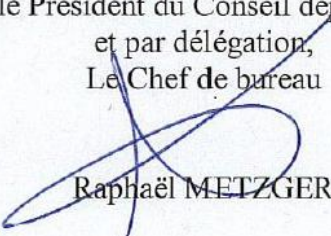
ARTICLE 6 - Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

- M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- Messieurs les Maires de **CHAMP-HAUT, LES AUTHIEUX-DU-PUITS et LIGNIÈRES**,
- Mesdames les Maires de **COULMER et LE MERLERAULT**,
- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur de l'entreprise **ACTIUM-TP**, – 16 Rue des Semailles – 51 110 CAUREL,

ARTICLE 7 - Est destinataire du présent arrêté à titre d'information ;
- M. le Directeur Départemental des Territoires,

Fait à ALENÇON, le 20 janvier 2023

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Chef de bureau

Raphaël METZGER